

Concours : 1^{er} concours

Epreuve : Droit Public

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



① L'acte administratif est-il contrôlable ?

Selon Portalis, "la conservation de l'ordre public doit être la loi suprême". Cela étant dit, qui contrôle cette "loi suprême" lorsque les autorités publiques mettent en place des mesures qui organisent la vie publique ?

En effet, la hiérarchie des normes de notre ordonnancement juridique comporte plusieurs étages, selon H. Kelsen qui doit à chaque fois respecter la norme établie par l'étage supérieur. La norme au sommet de la hiérarchie réside la Constitution, suivie des lois, puis des actes administratifs. Les actes administratifs sont toutes les normes prises par les autorités administratives en vertu de l'application d'une loi ou pour l'organisation de la vie en société. Ils peuvent être individuels ou généraux, impératifs ou facultatifs. On retrouve dans les actes administratifs les décrets, les circulaires, les recommandations, les mesures d'organisation des services et également les ordonnances prises dans le cadre de l'application de l'article 38 de la Constitution.

Néanmoins, dans une jurisprudence récente du Conseil Constitutionnel (28 mai 2020) puis du Conseil d'Etat (16 décembre 2020), il est considéré que les ordonnances

acquièrent un statut législatif après l'expiration du délai d'habilitation.

Les actes administratifs ont des conséquences sur les citoyens en ce qu'ils modifient les situations juridiques individuelles (par exemple, une obligation de quitter le territoire) ou générales (par exemple, les ordonnances relatives à l'état d'urgence sanitaire en 2020 instituant des restrictions à la liberté d'aller et de venir). Ils peuvent aussi affecter des personnes morales comme des associations. Par exemple, en avril 2022, sur le fondement de la loi du 24 août 2021 confortant les principes de la République, une association palestinienne faisait l'objet d'un arrêté de dissolution. Le Conseil d'Etat a annulé cette dissolution, ne retenant pas l'existence d'agissements violents pouvant justifier la dissolution.

Cet exemple de contrôle du Conseil d'Etat sur un acte administratif renvoie à un long processus d'institution d'une justice administrative susceptible de contrôler les actes administratifs. En effet, le Conseil d'Etat est créé en 1799, par la Constitution du 22 frimaire an VIII dans laquelle est institué un ordre administratif, chargé des affaires de l'administration qui échappent au contrôle judiciaire. En 1872, alors que le contrôle des actes de l'administration était mis en place dans un système de justice retenue, la justice déléguée est consacrée et l'arrêt Cadot de 1893 consacre l'indépendance de la justice administrative en abandonnant la théorie du "ministre juge". La justice administrative est ainsi instituée pour contrôler l'administration face à ses agissements.

Néanmoins, la réparation de l'acte judiciaire et administratif / constitutionnalisation en tant que principe fondamental

reconnu par les lois de la République dans la décision du Conseil Constitutionnel de 1987) est parfois contestée en ce que le juge judiciaire est garant des libertés individuelles (article 66 de la Constitution) et que l'administration pourrait bénéficier d'une juridiction de "privilège" puisqu'elle est jugée par ses pairs. D'un autre côté, on assiste dans l'époque contemporaine à une véritable juridictionnalisation de l'action administrative. Grâce notamment au recours pour excès de pouvoir (CE, Dame Lamotte 1950), le nombre d'acts administratifs susceptibles d'être contestés ne fait qu'augmenter ce qui conforte dans l'existence effective d'un contrôle.

Ainsi, il est possible de se demander, non pas si un acte administratif est susceptible de contrôle mais si tous les actes administratifs sont susceptibles de contrôle et surtout, si ce contrôle est effectif.

Si un contrôle des actes administratifs est aujourd'hui vérifié (I), il faut souligner le mouvement de renforcement et d'extension de ce contrôle (II).

I) LA MISE EN PLACE D'UN CONTRÔLE JURIDIQUE DES ACTES ADMINISTRATIFS

Le contrôle des actes administratifs est d'abord garanti par le partage du contentieux entre le juge administratif et judiciaire (A) et par la mise en place d'un système contentieux assurant le contrôle (B).

A) LE PARTAGE DU CONTRÔLE DES ACTES ADMINISTRATIFS ENTRE LE JUGE JUDICIAIRE ET ADMINISTRATIF

Le juge administratif est en principe le juge compétent pour contrôler les actes administratifs. Son statut assure son indépendance et permet le contrôle des actes administratifs. En effet par une décision de 1980, le Conseil Constitutionnel a consacré l'indépendance de la juridiction administrative. Celle-ci s'organise autour de trois ordres de juridiction: le Tribunal administratif, la Cour d'Appel du Tribunal administratif et le Conseil d'Etat. En 1985, dans un arrêt protocoles contre luxemburg, la Cour Européenne des droits de l'Homme condamne le cumul des fonctions consultatives et juridictionnelles du Conseil d'Etat au nom de l'impartialité. Le Conseil d'Etat ne permet depuis pas qu'un juge ayant exercé des fonctions conseil pour une loi se prononce juridiquement sur un décret pris en application de cette loi. De surcroît, depuis l'arrêt Kress en 2001 de la Cour de Strasbourg, le rapporteur public n'assiste plus au délibéré. En ce sens, la compétence juridictionnelle du juge administratif est assortie de garanties d'indépendance et d'impartialité qui assurent un contrôle effectif des actes administratifs qui seraient portés à leur connaissance.

À côté, le juge judiciaire a aussi reconnu sa compétence pour contrôler certains actes de l'administration. Cela est d'abord le cas de la voie de fait (TC Action française 1935), le juge judiciaire étant le protecteur des libertés individuelles par principe, il assure la protection de ces libertés contre l'action de l'administration. Néanmoins depuis les réformes de la jurisprudence de l'année 2013 (TC Bergend 2013), son office de contrôle a été réduit à la

Concours : 1^{er} concours

Epreuve : Droit Public

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



seule extinction du droit de propriété ou à une atteinte à la liberté individuelle manifestement grave. Aussi, la décision du Conseil constitutionnel sur l'hospitalisation d'office (DC 2010 Danielle S.) confie au juge judiciaire le contentieux des décisions d'hospitalisation émises par le préfet, celle-ci présentant un caractère particulièrement restrictif de la liberté individuelle. Dans une décision récente, en 2021, le Conseil constitutionnel a également confié au juge judiciaire le contrôle des mesures prises par les autorités médicales de contention ou d'attachement aux lits d'hôpitaux pour les individus dangereux suivant des soins psychiatriques.

Le rôle du juge judiciaire dans le contrôle des actes administratifs n'est donc pas majoritaire mais demeure pour les actes particulièrement restrictifs de libertés individuelles.

B) L'INSTITUTION DE RECOURS DIVERSIFIÉS

Le contrôle des actes administratifs nécessite l'existence de recours susceptibles d'être introduits devant les juridictions. Ainsi, il existe des recours de fond et des recours d'urgence portant sur des actes administratifs.

En premier lieu, le recours pour excès de pouvoir est fondamental pour effectuer le contrôle des actes administratifs. En effet, dans l'arrêt du Conseil d'Etat Dame Lamotte en 1950, celui consacrer le droit pour chacun de contester un acte administratif devant les juridictions. Le contrôle peut porter sur un vice de légalité externe, comme un vice de procédure. Néanmoins, l'arrêt du CE Danthony en 2011, limite et encadre le recours pour vice de procédure pour garantir le principe de sécurité juridique. Le principe de sécurité juridique est également consacré par l'arrêt Czabaj 2016 qui limite le recours contentieux à un délai de deux ans. Ensuite, le contrôle peut porter sur un vice de légalité interne. En ce sens, le détournement de pouvoir (CE Pariset 1875) est contrôlé par le Conseil d'Etat mais aussi la proportion des mesures prises par l'administration. Par exemple, en 2016, le Conseil d'Etat contrôle le régime des perquisitions administratives dans le cadre de l'état d'urgence (CE Napol 2016).

Ensuite, la juridiction administrative dispose de recours d'urgence qui permettent de rendre une décision rapide sur un acte administratif en attendant qu'une juridiction de fond le prononce. Le type de recours contre les actes administratifs est rendu nécessaire par l'impact qu'un acte administratif peut avoir sur une situation contentieuse par l'absence de suspension des actes administratifs qui font l'objet d'un recours pour excès de pouvoir. En effet, les recours d'urgence permettent de contourner le "privilège du préalable" administratif (CE Huglo 1982). Par exemple, une décision de déforestation

du territoire doit pouvoir être immédiatement suspendue si il est estimé qu'elle pourrait être entachée d'une irrégularité, les arbres ne pouvant plus être plantés si la juridiction de fond annule la décision. Ainsi, depuis le 30 juin 2000, la loi réforme le régime des recours d'urgence. Elle énonce aux articles L521-1 et L521-2 du code de justice administrative deux référé : le référé suspension (anciennement appelé référé conservatoire) et le référé liberté (proche de l'ancien référé mesures utiles). Si le référé suspension permet de suspendre l'exécution d'un acte administratif qui porte un doute sérieux quant à sa légalité, le référé liberté permet de prononcer toute mesure utile pour faire cesser une atteinte grave et manifestement illégale à une liberté fondamentale. Par exemple la liberté d'aller et venir (cf Desperthus 2001).

Ce nouveau rôle attribué au juge administratif laisse entrevoir un renforcement certain des contrôles des actes administratifs.

II) LE RENFORCEMENT CONTEMPORAIN DU CONTRÔLE DES ACTES ADMINISTRATIFS

Le renforcement se manifeste à la fois dans l'extension du champ d'application du contrôle (A) et dans l'extension des pouvoirs du juge (B).

A) L'EXTENSION DU CHAMP D'APPLICATION DU CONTRÔLE DES ACTES ADMINISTRATIFS

Il faut d'abord se demander sur quels fondements s'appuie le juge pour

contrôler les actes administratifs afin de rendre compte de l'extension de ce contrôle. En effet, un acte administratif est contrôlé par rapport à une norme supérieure. En principe la loi est la norme supérieure de référence mais le nombre de normes susceptibles de fonder un contrôle s'est développé. En effet, dans l'arrêt de 1989, le Conseil d'Etat s'est reconnu compétent pour contrôler la conventionnalité des lois (CE Nicolo 1989), pour autant, il refusait d'intégrer à son contrôle sur les actes administratifs, les normes internationales, et notamment les directives de l'Union Européenne qui n'avaient pas été transposées dans l'ordre interne. Après des hésitations jurisprudentielles, le Conseil d'Etat admet finalement l'effet direct des directives de l'Union Européenne (CE Naouane Perreux 2009) pour fonder son contrôle sur les actes administratifs. En outre élargissement des normes sur lesquelles il base son contrôle et aussi celui du contrôle de constitutionnalité. En effet, la théorie de la loi écran formulée en 1936 empêchant le contrôle d'un acte administratif pris en application d'une loi qui avait été déclarée constitutionnelle. Cela venant revenir à contrôler la constitutionnalité de la loi. Néanmoins, son rôle de transmission des Questions Préliminaires de Constitutionnalité depuis 2008 redéfinit son pouvoir de contrôle de constitutionnalité des actes administratifs.

- De l'autre côté, les actes administratifs susceptibles de contrôle se sont développés. D'abord en 1985, le Conseil d'Etat admet le contrôle des mesures d'ordre interne qui produisent des effets juridiques sur la situation des personnes en cause

Concours : 1^{er}

Epreuve : Droit Public

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



(CE Nanie et Hardouin 1935) puis il admet le contrôle des actes de droit souple dans son arrêt Société Numérique en 2016. Il n'y a donc pas que les actes administratifs impératifs qui sont susceptibles de recours.

Enfin, les pouvoirs du juge dans le contrôle des actes administratifs s'est renforcé.

B) LE RENFORCEMENT DES POUVOIRS DU JUGE DANS LE CADRE DU CONTRÔLE DES ACTES ADMINISTRATIFS.

La loi du 30 juin 2000 a conféré un véritable rôle de gardien de la liberté du juge administratif dans le cadre de l'adoption des actes administratifs. Ses attributions sont larges : il contrôle la proportionnalité des mesures prises par l'acte administratif (CE Benjamin 1933), il a aussi établi un contrôle "côté-avantage" d'une mesure administrative (CE Ville Nouvel Est 1971), il peut également préconiser des mesures d'organisation du service administratif (CE Observatoire International des prisons 2012).

Le renforcement des attributions du juge dans le contrôle des actes administratifs s'est particulièrement manifesté dans le

contexte actuel d'état d'urgence quasi permanent. En effet, dans l'état d'urgence lié aux attentats terroristes, il a veillé à la proportionnalité des mesures d'assignation à résidence par exemple (CE Adic Domnion 2015). Plus récemment, le Conseil d'Etat a exigé un nouveau rôle du juge administratif dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire. En effet, dans le cadre de sa décision sur l'ordonnance du 22 mars 2020 organisant les dérogations au confinement national, il s'élève en véritable "auxiliaire" de la police administrative, enjoignant le gouvernement de revoir les dérogations possibles au confinement.

Pour conclure, les acts administratifs sont contrôlables et de plus en plus contrôlables. Le rôle du juge administratif est fondamental dans ce contrôle, bien qu'une petite partie des acts administratifs reste contrôlée par le juge judiciaire afin d'assurer la protection des libertés fondamentales.

② Le Parlement peut-il contrôler le président de la République ?

"tout homme qui a du pouvoir est disposé d'en abuser" selon Montesquieu. Dans son ouvrage De l'Esprit des lois, il établit la théorie des contre-pouvoirs, essentielle selon lui à la démocratie.

En France, et sous la Ve République, le régime est parlementaire, ce qui signifie que le pouvoir exécutif et le pouvoir

de contrôle
législatif disposent chacun d'un pouvoir sur
l'autre, contrairement aux États-Unis par exem-
ple qui sont fondés sur un régime présidentiel.
Selon cette définition et parce que le parlement
est l'organe du pouvoir législatif et le prési-
dent l'un des organes du pouvoir exécutif,
le parlement devrait pouvoir contrôler le prési-
dent et inversement.

Cela étant dit, l'esprit de la Constitution de
1958 n'est pas tout à fait favorable à un contrôle
trop important du parlement sur le président de
la République. Nargue par l'instabilité politique
qui caractérisait les III^e et la IV^e républiques
(plus de 100 gouvernements se sont succédés
sous la III^e république et 34 sous la IV^e), le
Général De Gaulle a souhaité rationaliser
le parlement et réduire son pouvoir. De surcroît,
la révision constitutionnelle de 2000 modifiant
la durée du mandat présidentiel et l'alignant
avec le mandat des députés a réduit les possi-
bilités d'avoir une assemblée opposante et donc
renforcé le pouvoir du président.

Ainsi, le fait que l'arme ultime du contrôle
parlementaire, la motion de censure n'ait été
utilisée qu'une fois sous la Ve^e république
et il y a longtemps (en 1962) pose la question
de la réalité du contrôle que le parlement
effectue sur le Président de la République.

Il faut d'abord se rendre compte que le
pouvoir de contrôle du parlement sur le prési-
dent de la République est nuancé selon les
circonstances politiques (I), néanmoins, la revalori-
sation du parlement initiée par la révision
constitutionnelle de 2008 renouvelle le
pouvoir de contrôle du parlement sur le président (II)

I) LE CONTRÔLE CIRCONSTANCIÉ DU PRÉSIDENT PAR LE PARLEMENT

Le parlement peut contrôler le président selon plusieurs dispositifs que lui offre la Constitution (A) néanmoins, en période de fait majoritaire, le contrôle peut manquer d'effectivité (B).

A) UN POUVOIR DE CONTRÔLE CONSTITUTIONNEL

L'article 48-2 de la Constitution est un article fondamental pour un régime parlementaire. En effet, celui-ci consacre la motion de censure, qui est votée à la majorité des deux tiers du parlement et qui permet de renverser le gouvernement choisi par le Président. En ce sens, il ne contrôle pas directement le président qui est libre de continuer d'exercer ses fonctions mais contrôle la politique qu'il choisit de mettre en œuvre. Ce dispositif permet d'exercer une pression sur le président qui lui pourra se défendre par l'arme de la dissolution (article 12 de la Constitution).

Ensuite, le contrôle du parlement sur le président se manifeste dans d'autres domaines. D'abord, lors de l'utilisation par le président des pouvoirs exceptionnels de l'article 16 de la Constitution, le parlement peut saisir Après 30 jours le Conseil Constitutionnel afin que celui-ci contrôle l'utilisation de cet article. Enfin, depuis 2008, le parlement contrôle la décision d'intervenir militairement à l'étranger. Forme de contre-pouvoir à l'article 15 ("le Président est le chef des armées"), l'article 35 impose au gouvernement d'informer le parlement de l'envoi de forces françaises à l'étranger. Après 4 mois d'intervention, le

Concours : 1^{er} concours

Epreuve : Droit public

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



parlement peut s'opposer à la prolongation de son mandat.
 Enfin, le parlement contrôle plus généralement le Président dans son action politique puisqu'il vote la loi, l'habilite à prendre des ordonnances et se prononce sur les projets de révision de la Constitution (article 89 de la Constitution). Ainsi, le Président ne peut rien faire sans le parlement et c'est cette interdépendance qui assure un contrôle de l'action du Président de la République.

(B) UN CONTRÔLE RELATIF EN PÉRIODE DE FAIT MAJORITAIRE

Si le parlement a théoriquement un pouvoir de contrôle sur le président, sa pratique est contestable lorsque la majorité de l'Assemblée est du même bord politique que le président. Les cinq années de mandat d'Emmanuel Macron donnent en effet l'impression d'un régime présidentiel déguisé. Vincent Nauthier dans son ouvrage Le Retour du Prince souligne cette disproportion de l'exécutif vis-à-vis de l'opposition parlementaire et ce pouvoir très important du président de la République lorsqu'il dispose de la majorité au parlement. Mathématiquement, la motion de censure ne peut pas être votée si la

majorité appartient au président. Rationnalisant le parlement, la réforme sur la durée des mandats a ainsi réduit la marge de manœuvre du président (révision constitutionnelle, votée en référendum en 2000).

Pour ailleurs, même lorsque la Ve république a connu des cohabitations, le pouvoir du président n'était pas complètement effacé. En effet, il n'avait pas la main sur son gouvernement mais pouvait bloquer le travail législatif en interprétant la constitution à sa guise. Par exemple, en 1986, F. Mitterrand interprète l'article 38 "le président signe les ordonnances" comme un article impératif et refuse ainsi de signer les ordonnances de J. Chirac sur la privatisation. Également, la théorie du "domaine de compétences réservées" établie par J.-C. Delmas limite le contrôle du parlement à certaines compétences qui sont propres au Chef de l'Etat. Notamment, la décision d'utilisation de l'arme nucléaire.

Cela étant dit, une véritable revalorisation du parlement a été entreprise par la révision constitutionnelle du 23 juillet 2008, portée par F. Balladur. Cette revalorisation implique un renforcement croissant du contrôle que le parlement exerce sur le président.

II) LE CONTRÔLE RENOUVELÉ DU PRÉSIDENT PAR LE PARLEMENT

Ce renforcement du contrôle se manifeste par le renouvellement de la légitimité du parlement (A) et par la redéfinition de la responsabilité du président (B)

A) LA LÉGITIMITÉ RENOUVELÉE DU PARLEMENT

La révision constitutionnelle de 2008 accorde de nouveaux droits à l'opposition parlementaire qui permettent d'équilibrer avec le pouvoir du fait majoritaire. En effet, une séance par mois est réservée à l'ordre du jour de l'opposition parlementaire qui est désormais reconnue dans la Constitution. Surtout, l'article 45 de la Constitution organise un droit de tirage de l'opposition qui pourra demander aux bureaux des assemblées la création d'une commission d'enquête sur le sujet souhaité. En l'espèce, une commission d'enquête sur l'affaire Benalla a été créée en 2018 et a établi une forme de contrôle sur l'action du Président de la République.

En outre, la révision rétablit le droit de message du président devant les assemblées réunies en congrès à l'article 18-2 de la Constitution. Ce droit avait été retiré depuis une pratique abusive d'Adolphe Thiers qui exerçait une forme d'autorité ^{sur les députés} par son intervention dans le Congrès. Le Président jusqu'alors pouvait porter un message seulement écrit à la connaissance des assemblées. Ainsi, François Hollande s'est exprimé devant le Congrès trois jours après les attentats de Paris, annonçant la prolongation de l'état d'urgence terroriste. Emmanuel Macron, lors de son élection s'est adressé directement au Congrès affirmant "Chaque année, je me présenterai devant vous pour vous rendre compte de ma politique". En 2018, il s'adressait pour la deuxième fois et affirmait vouloir modifier l'article 18 de la Constitution afin que les membres du Congrès puissent lui poser des

question à la suite de la déclaration. Ainsi, si le droit de message ne permet aucun débat ou vote à la suite du message, E. Naron s'est servi de cet article pour l'interpréter dans le sens d'un renforcement du contrôle du parlement sur la politique du président. (avec le président)

Enfin, le contrôle du parlement sur le président se manifeste par la responsabilité du président redéfinie depuis 2008.

B) LA RESPONSABILITÉ REDEFINIE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Avant 2008, le président de la République était irresponsable politiquement et bénéficiait de la règle d'invulnérabilité de son mandat. La Haute Cour de Justice était une juridiction exceptionnelle qui pouvait seulement juger le Chef de l'Etat pour "haute trahison".

Le système a été réformé. Désormais, le parlement et le Sénat, réunis en Haute Cour de Justice de la République peuvent voter la destitution du président pour "manquement manifestement incompatible avec l'exercice de ses pouvoirs". Il est courtois qu'un crime est toujours ^{article 69} un manquement incompatible avec l'exercice de ses pouvoirs mais aussi une utilisation abusive de l'article 16 par le Président. La proposition de réunion en Haute Cour peut être à l'initiative du parlement et doit être signée par 2/5 de ses membres. La destitution est votée à la majorité. Cette procédure, bien que jamais utilisée permet au parlement d'assurer une sorte de "garde-fou"

Concours section : 1er concours d'accès

Epreuve matière : Droit public

N° Anonymat : MEVBP971 AP

Nombre de pages : 20

17.5 / 20

Concours : 1^{er}

Epreuve : Droit public

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.

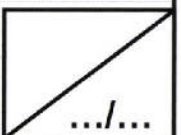


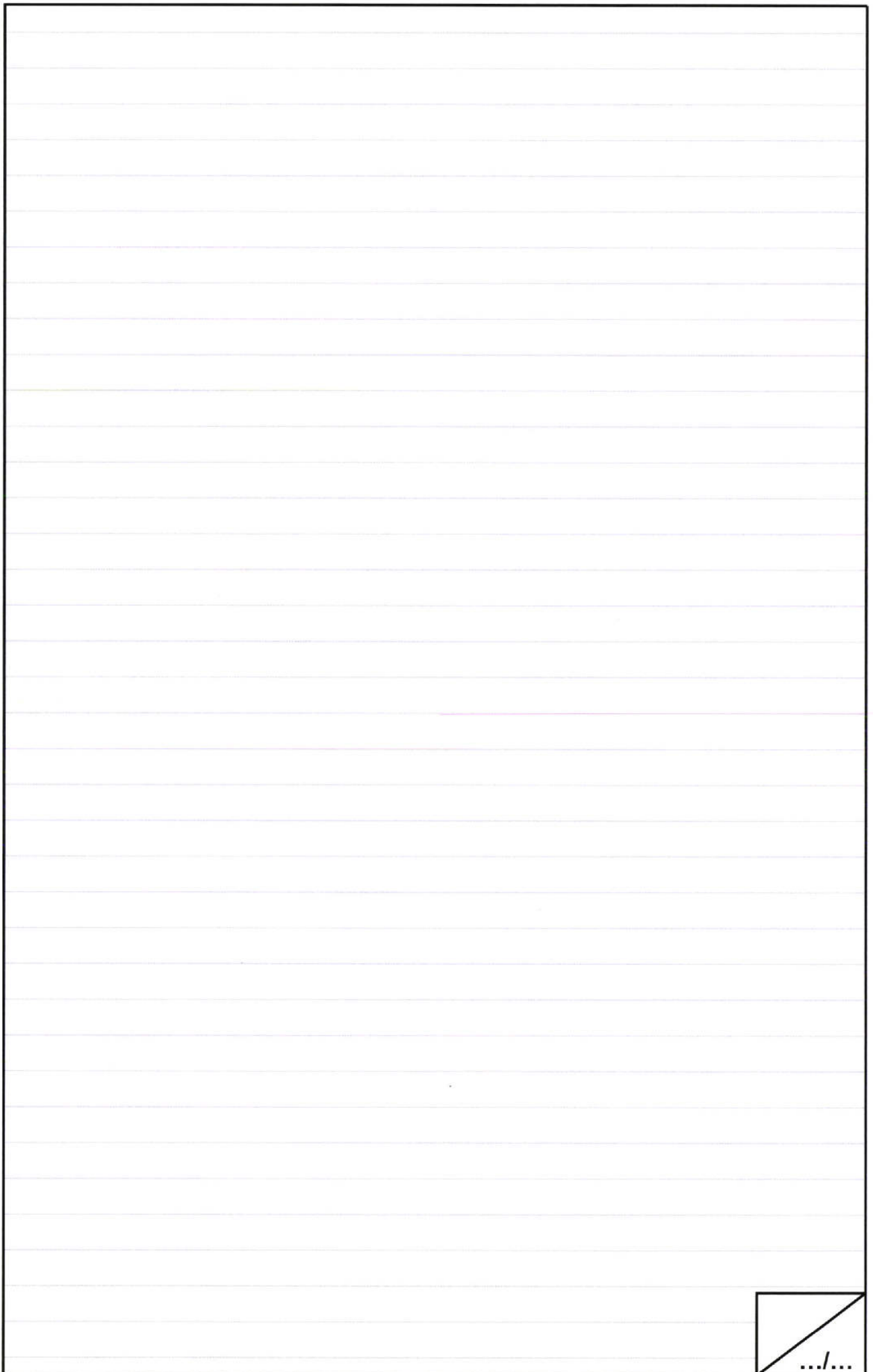
Contre un Président de la République qui continuait de façon grave du champ de ses attributions.

Pour conclure, malgré une volonté de rationalisation du parlement des rédacteurs d'octobre 1958, le parlement a conservé des pouvoirs de contrôle sur le président et sur son action politique qui ont été renforcés ces dernières années. Il faut néanmoins garder en tête que la majorité au sein de l'Assemblée Nationale nuance fortement les pouvoirs de contrôle du parlement, qui restent circonscrits par la volonté de la majorité.

N°

17.17





N°

.../...